

La Délocalisation de l'industrie du jute de Dundee à Calcutta: 1855-1947

Joëlle Harel

► **To cite this version:**

Joëlle Harel. La Délocalisation de l'industrie du jute de Dundee à Calcutta: 1855-1947. Alizés : Revue angliciste de La Réunion, Faculté des Lettres et Sciences humaines (Université de La Réunion), 2008, Dilemmas, pp.99-127. hal-02343086

HAL Id: hal-02343086

<https://hal.univ-reunion.fr/hal-02343086>

Submitted on 1 Nov 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La Délocalisation de l'industrie du jute de Dundee à Calcutta : 1855-1947

En 1825, Thomas Neish, marchand de tissus installé à Dundee, persuada les filatures Bell and Balfour de cette ville, d'essayer d'utiliser le jute¹, pour diversifier leur production axée jusque-là uniquement sur le chanvre et le lin (Lennan, Lythe & Gauldie¹⁰⁻¹¹), car un ingénieur écossais avait découvert qu'en ajoutant de la graisse de baleine à la fibre de jute, jusqu'ici trop friable, on pouvait se lancer dans une production industrielle. L'entreprise Bell et Balfour créa le marché des grosses toiles et, par conséquent, un nouveau débouché qui prit une ampleur considérable. En effet, le jute allait devenir l'unique matériau d'emballage des denrées alimentaires en vrac et de tous les autres objets, y compris les matériels d'armement et les munitions, pendant plus de quatre-vingts ans. Dundee put à juste titre s'enorgueillir d'avoir apporté au commerce international un élément de poids. Les producteurs de jute allaient, d'abord en Ecosse puis en Inde, contribuer très largement à la richesse de l'empire. Après quelques tentatives infructueuses², ce fut le succès et Dundee fut considérée comme la capitale mondiale de la grosse toile de jute.

Bientôt les ateliers se lancèrent dans plusieurs types de toile pour répondre à la demande grandissante des transporteurs de denrées et d'objets à emballer. Une conséquence positive de la guerre de Crimée fut d'ouvrir un nouveau marché en créant une demande pour les sacs de sable et les emballages des munitions. Les guerres successives, en Amérique puis en Europe, générèrent par la suite des marchés colossaux. Très vite, au Royaume-Uni même, Dundee fut en bute à la concurrence directe des ateliers d'Inverness et de ceux de

¹ Le mot « jute » semblerait provenir, d'après le Dr Roxburgh, directeur du jardin botanique de l'East India Company, en 1790, d'une anglicisation du mot « jhot » en Orissa et de « jhat » en sanskrit ancien. D'autres historiens estiment que le jute ou « patta » en *manu*, datant de 800 ans avant Jésus Christ, aurait été importé autrefois des rives de la Méditerranée.

² Le premier métrage de jute fut mis en vente en 1835 (Rakibuddin 31).

Belfast et de Leeds ; mais à la fin du siècle, pour lutter contre les nouveaux producteurs, des investisseurs écossais partirent à la recherche d'une main d'œuvre 5% à 10% (Chakrabarty 104) moins chère que la main-d'œuvre habituelle, composée de femmes et d'enfants majoritairement irlandais³ qui travaillaient dans les ateliers de Dundee.

Dès la fin du XIX^{ème} siècle, certains pays européens, tels que la France ou l'Allemagne⁴, décidèrent à leur tour de fabriquer des toiles de jute, essentiellement, d'ailleurs, pour leurs besoins militaires. Cette concurrence, bien faible pourtant, donna l'idée aux Écossais de trouver un moyen de faire baisser les prix de leur production. Ils se lancèrent dans la réduction des coûts salariaux sur place, aggravant la misère des employés. La France créa son premier atelier en 1843, à Ailly sur Somme (Ahmed 196), puis imposa des droits de douane sur le jute. Dans les années 1920, la concurrence étrangère s'accrut, les ateliers français produisirent 357 000 balles de jute en 1923 et 613 000 en 1928. Des productions semblables apparurent en Amérique, et, plus tard, en Australie. Or, le jute était essentiellement produit dans une plaine proche de Calcutta, capitale de l'Inde impériale.

Des Écossais décidèrent alors, en 1850, de rapprocher les ateliers du lieu de culture au Bengale afin de faire tisser à bas prix les toiles qu'ils pourraient vendre sur les marchés internationaux. La situation géographique était idéale : une région unique de culture : la plaine de l'Houghly (Bose 12), une main d'œuvre paysanne et ouvrière très peu chère, proche des ateliers de fabrication, eux-mêmes bâtis dans une ville portuaire placée sous contrôle britannique. La meilleure zone agricole pour le jute se situe dans la région du delta du Gange, entre Mymensingh, Dhaka, Faridpur et Tiperera. En 1880, la région située au nord de Calcutta n'était qu'une étendue de marais

³ « Whenever there was a want of hands, they informed their friends over the [Irish] Channel and a new importation occurred. Thus there was always an abundant supply of that class and the wages of the preparing hands never rose in proportion to that of the spinners » (Gauldie 122).

⁴ L'Allemagne puis la Belgique et l'Autriche dans les années 1860 furent suivies par l'Italie en 1885 (Ahmed 185-86, 191, 195, 202, 220).

avec quelques villages épars, qu'une multitude d'ateliers transformèrent bientôt en zone de fabrication industrielle, avec ses inévitables taudis où logeait la population ouvrière (De Haan 15), et ses quelques résidences luxueuses. Toute une ville se développa en quelques dizaines d'années, grâce à l'arrivée d'une poignée d'Écossais. Le jute fut, grâce à eux, la grande production coloniale au Bengale après l'effondrement du marché de l'indigo.

Les Britanniques ne cherchèrent pas à recourir au système des travaux forcés ou de serviteurs « engagés » (*indentured servants*) du siècle précédent. Ils ne se soucièrent pas non plus de contrôler la production agricole qui resta l'apanage d'exploitations vivrières familiales (Bose). Ceci offrit un nouveau débouché aux paysans qui vendaient leur récolte entre 29% et 33% plus cher aux ateliers de Calcutta qu'aux artisans des villages environnants (Goswani 49-50). Jusqu'en 1937, 80% des familles récoltaient 125 kg. de jute en moyenne par an (Bose 55), ce qui représentait le rendement de 2 acres de terre. Ni les Européens, ni les investisseurs indiens, ne cherchèrent à s'approprier ces petites exploitations. Mais, la terre appartenait à de riches propriétaires et les tenanciers étaient le plus souvent lourdement endettés auprès de trop nombreux intermédiaires⁵.

1. Les bases théoriques du commerce international face aux délocalisations

Adam Smith, l'un des économistes les plus cités de nos jours, avait exposé en 1776 dans son œuvre majeure, *The Wealth of Nations*, la théorie selon laquelle un pays tirait un « avantage absolu » lorsqu'il se spécialisait dans les productions où il bénéficiait d'abondantes matières premières et d'une main-d'œuvre de qualité, afin de devenir le seul producteur mondial de ce produit⁶. Ainsi, grâce à la

⁵ 83% d'entre eux avaient des dettes (Bose).

⁶ « Such manufactures must be sold as cheap abroad as any other foreign goods of the same quality and kind, and consequently must be sold cheaper at home. They would still, therefore, keep possession of the home market, and though a capricious man of fashion might sometimes prefer foreign wares, merely because they were foreign, to cheaper and better goods of the same kind that they were at

qualité des produits manufacturés anglais et à l'obligation d'achat des marchandises anglaises dans l'empire, la Grande-Bretagne devint-elle au XIX^{ème} siècle, « l'atelier du monde ».

a) *Smith, Malthus et Ricardo*

Les dirigeants anglais s'appuyèrent tout d'abord sur la doctrine libérale d'Adam Smith parce qu'elle servait magnifiquement leur politique d'exportations impériales et étrangères. Il est important de noter qu'Adam Smith avait souligné que cette répartition internationale des marchés ne devait provoquer aucun chômage en Grande-Bretagne, puisque le libre-échange⁷ ne pouvait être appliqué dans un secteur donné que si les conditions de conversions économiques avaient été mises en place⁸ ; de toutes manières les prix intérieurs devant être moins élevés que ceux des importations, il allait de soi que les produits britanniques garderaient leur part de marché.

En outre, il rejetait la possibilité de faire du commerce avec des pays pauvres, dont le seul atout aurait été une main d'œuvre à bas prix, car il désirait avant tout développer les exportations britanniques ; or, les pays pauvres ne pouvaient se permettre d'importer des produits britanniques en quantité suffisante. A cette époque, il n'était pas question de vendre à crédit ni même de donner des marchandises aux pays pauvres, seule comptait l'Angleterre.

Mais l'idée à retenir avant tout ici des théories d'Adam Smith est sa vision optimiste de l'économie, fondée sur le développement individuel et collectif. En effet, un autre passage, fort célèbre, de l'œuvre d'Adam Smith concerne la théorie de « la main invisible » : celle-ci

home, this folly could, from the nature of things, extend to so few that it could make no sensible impression upon the general employment of the people » (Smith 6).

⁷ De plus, à bien le lire, on constate qu'Adam Smith n'était pas opposé par principe aux droits de douane, mais qu'il préconisait leur allègement à chaque fois que cela favorisait les exportations britanniques. Pour l'anecdote, rappelons qu'il a fini sa carrière en tant qu'officier des douanes en Ecosse, tout comme son père, après avoir enseigné dans plusieurs universités.

⁸ « Changes of this kind should never be introduced suddenly, but slowly, gradually, and after a very long warning » (Smith 49).

suppose que la croissance économique du pays provienne de la combinaison des multiples intérêts personnels des agents économiques qui s'efforcent de travailler de mieux en mieux pour percevoir le fruit de leurs efforts. Mais d'autres économistes, tel que Malthus auteur du *Principe de population*⁹, et Ricardo, qui publia *On Wages*, présentèrent, au contraire d'Adam Smith, une vision pessimiste de l'évolution de la société, fondée sur la théorie de la loi d'airain des salaires.

En effet, à la fin du XVIII^{ème} siècle, les Britanniques découvrirent avec une grande appréhension un phénomène nouveau : celui d'un soudain essor démographique¹⁰, dû naturellement à de meilleures conditions de vie. La loi de l'offre et de la demande joua donc en faveur des employeurs qui n'eurent pas à encourager le travail par des rémunérations de plus en plus élevées. Ils pouvaient se contenter de mettre en concurrence les demandeurs d'emploi et de maintenir les salaires au simple niveau de subsistance, comme les y encourageaient ces deux économistes.

Ricardo s'intéressa également au commerce international et radicalisa la théorie des « avantages absolus » de son prédécesseur en élaborant celle des « avantages comparatifs » qui renforce la division du travail à l'échelle mondiale et engage les pays à ne fabriquer que les produits où ils sont les plus performants, et même à abandonner la production d'articles où ils restent les meilleurs, mais

⁹ « But we should be led into an error if we were thence to suppose that population and food ever really increase in the same ration. The one is still a geometrical and the other an arithmetical ration » (Malthus 106). « The period when the number of men surpass their means of subsistence has long since arrived, [...] unless some decided change take place in the physical constitution of our nature » (124).

¹⁰ L'existence d'un grand nombre d'oisifs n'était pas nouvelle et les Poor Laws avaient tenté de résorber la pauvreté et l'oisiveté d'un nombre toujours croissant de malheureux. Les *enclosures* avaient également joué un rôle dans le développement de ces masses sans travail, en particulier au XVI^{ème} siècle, en rejetant vers les villes les paysans sans terre. Malthus avait montré que la population croît exponentiellement et que les rendements agricoles n'augmentent que géométriquement : il avait résumé son propos en disant que les pauvres ne pouvaient être admis à la table des riches sous prétexte de voir se réduire la part de chacun.

qui génèrent moins de profits que d'autres plus rentables. Cette vision particulière de la concurrence fut donc mise en application dans le secteur du jute par le gouvernement de Londres qui considéra que les immenses recettes fiscales de Calcutta étaient plus importantes pour la couronne que celles dégagées par Dundee. Ricardo ne se préoccupait guère du chômage ainsi créé dans une économie ou une autre, car il s'intéressait davantage à la rentabilité des entreprises concernées et à l'application stricte du libre-échange. Il considérait même qu'augmenter les salaires des pauvres avait un résultat négatif puisque la population risquait de s'accroître et donc d'augmenter la concurrence entre les pauvres pour la nourriture et pour le travail. Il se défendait d'être un homme cruel, mais il acceptait le chômage et la pauvreté comme étant des moyens de réduction naturels de la population.

Les théories malthusiennes¹¹ et ricardienne furent très bien accueillies par les classes dirigeantes britanniques, car elles offraient une justification au déterminisme social et à la séparation des classes de la société. Si faire la charité ou augmenter les salaires, c'était concourir à moyen terme à la misère¹², mieux valait choisir le moindre des maux et supporter stoïquement l'existence des masses affamées et laborieuses. En réalité, ainsi que son ouvrage, *On Wages*, le

¹¹ « It may appear to be the interest of the rulers, and the rich of a state, to force population, and thereby lower the price of labour, and consequently the expense of the fleets and armies, and the cost of manufactures for foreign sale, but every attempt of the kind should be carefully watched and strenuously resisted by the friends of the poor, particularly when it comes under the deceitful garb of benevolence, and is likely, on that account, to be cheerfully and cordially received by the common people » (Malthus 116-17).

¹² Selon David Ricardo: « the clear tendency of the Poor Laws is in direct opposition to these principles: it is not, as the legislature benevolently intended, to amend the condition of the poor, but to deteriorate the condition of both poor and rich; instead of making the poor rich, they are calculated to make the rich poor; and whilst the present laws are in force, it is quite in the natural order of things that the fund for the maintenance of the poor should progressively increase till it has absorbed all the net revenue of the country, or at least so much of it as the state shall leave to us, after satisfying its own never-falling demands for the public expenditure » (McCulloch 58).

prouve, Ricardo tenait à maintenir un niveau très faible des salaires pour ne pas risquer de faire baisser celui des profits¹³.

b) Les délocalisations, perversions des théories des avantages comparatifs

Si Smith et Ricardo étudiaient tous deux les avantages respectifs des économies nationales, ils n'imaginèrent pas le phénomène des délocalisations qui pervertit grandement le jeu de la concurrence. En effet, chaque économie devait se battre avec ses propres atouts : ses matières premières, sa technologie, ses réseaux commerciaux, sa main d'œuvre et ses salaires, et il n'était pas question de transférer les points forts d'une économie vers une autre pour donner ainsi tous les avantages à un seul des deux pays en balance. Ce fut pourtant le cas avec l'industrie du jute dont le centre se déplaça de Dundee à Calcutta (Chapman). Ainsi, la capitale du Bengale produisit-elle, entre 1922 et 1931, 88% du jute mondial (Chakrabarty 8), quelques décennies à peine après le début de ses activités textiles.

Le système de la main invisible et des avantages absolus de Smith fut donc mis à mal par la volonté de quelques entrepreneurs écossais qui décidèrent de transférer leur savoir-faire sous d'autres cieux. En amenant leur technologie, leur expertise, leurs capitaux et leurs réseaux commerciaux dans la vallée de l'Hooghly, ils ont artificiellement créé des avantages absolus à Calcutta qui bénéficiait déjà du quasi-monopole de la production de la matière première indispen-

¹³ Ricardo affirme : « a rise of wages, from the circumstances of the labourer being more liberally rewarded, or from a difficulty of procuring the necessaries on which wages are expended, does not, except in some instances, produce the effect of raising price, but has a great effect in lowering profits. [...] The power of the labourer to support himself, and the family, which may be necessary to keep up the number of labourers, does not depend on the quantity of money which he may receive for wages, but on the quantity of food, necessaries, and conveniences become essential to him from habit, which that money will purchase. [...] With a rise in the price of food and necessaries, the natural price of labour will rise, with the fall in their price, the natural price of labour will fall. [...] Like all other contracts, wages should be left to the fair and free competition of the market, and should never be controlled by the interference of the legislature » (McCulloch 31, 50).

sable à l'industrie, celle de la plante de jute, et du niveau de salaire le plus bas du monde. De plus, l'Ecosse fournit pendant la durée de l'exploitation britannique des ateliers de Calcutta la totalité du personnel comptable, technique et directorial nécessaire aux entreprises¹⁴. Plus tard, les ateliers envoyèrent même leurs cadres indiens en formation à Dundee¹⁵, continuant d'exploiter les liens que la région mère avait tissé avec Calcutta, sans se soucier des conséquences commerciales et financières de cette relation unilatérale pour les ateliers de filature écossais. Au début du XX^e siècle, Calcutta avait élargi sa clientèle jusqu'aux clients traditionnels de Dundee tels que les Etats-Unis¹⁶, l'Australie¹⁷, et même l'Amérique Latine. En 1855, Calcutta qui exportait déjà 55 millions de sacs de jute¹⁸ s'attaqua aux grands marchés exportateurs britanniques.

Dès l'origine, en 1855, les investissements écossais n'eurent pour but que l'exploitation financière immédiate d'entreprises situées au Bengale ; beaucoup furent donc revendues très vite lorsque les rendements escomptés ne se concrétisaient pas, laissant la place à des investisseurs britanniques installés en Inde, puis dans les années 1930 à des Indiens, les Marwaris¹⁹. L'esprit qui animait ces entrepreneurs écossais étant le goût du lucre, ils ne se sentirent en aucun cas investis d'une mission colonisatrice²⁰. On assista, donc, à une

¹⁴ « The overseers, managers and mechanics in the Indian jute mills [were] almost wholly recruited from Dundee » (*Handbook*, Dundee, 1912: 118).

¹⁵ En 1926, 900 techniciens écossais de Dundee s'installèrent à Calcutta, mais dans les années 1930 les Marwaris n'hésitaient pas à envoyer en Ecosse leurs cadres pour être formés par les Ecossais.

¹⁶ L'exportation de toile vers les Etats-Unis représenta 60% de la production de ce type d'article, mais la construction de silos changera le marché (*Agricultural Gazette of New South Wales* July 1914).

¹⁷ En 1913, par exemple, les exportations vers l'Australie représentaient 30% de la production du Bengale.

¹⁸ Graham Clark était le consul général américain en Grande-Bretagne en 1913 (Clark 156-72).

¹⁹ Les Marwaris représentaient 67% des investisseurs en 1937 (Baghi 192). Les Marwaris, qui appartenaient à la secte des Jain, étaient également de grands capitalistes.

²⁰ « Jute men were in Calcutta to make money, not to build empires; profits are the only motive force which make the world go round », déclara

séparation rapide des investissements britanniques des directions des entreprises, qui restèrent pourtant jusque dans les années 1920²¹ principalement entre les mains des Écossais installés en Inde. En effet, obéissant à leur logique comptable, les financiers restés en Grande-Bretagne se désengagèrent du secteur et ne défendirent pas leurs positions : en 1927, seuls 9 ateliers sur les 84 que dirigeaient des Européens étaient encore détenus par des investisseurs habitant l'Écosse (Stewart 21).

2. Le soutien de la politique impériale à Calcutta contre Dundee

Dès 1885, les protestations des hommes politiques jalonnèrent les étapes du déclin de la région. En 1890, les exportations de jute de Calcutta atteignaient déjà 109 millions de sacs, après une quinzaine d'années d'exploitation seulement (Clark 156-72). Le député Tom Johnston estima qu'entre 1928 et 1936 les exportations de toiles de jute de Calcutta vers l'Angleterre augmentèrent de 375% (Johnston, July 1937 : cols. 1069-70). Les députés furent les témoins impuissants et horrifiés de la destruction de l'activité principale de leur région, et leur incompréhension fut grande à la lecture des chiffres annoncés par Calcutta qui ne cessait d'accroître sa production pour dépasser de 43% la demande mondiale en 1935 (Horsbrugh cols. 2168-69), dans le but de faire baisser les prix et d'anéantir les compagnies rivales !

Les parlementaires écossais se plaignaient²² à juste raison de l'impossibilité d'entrer en concurrence avec une région qui avait tous

sans ambage J.S. Sime, le président de l'IJMA en 1930 (IJMA, *Report of the Committee 1930*, Calcutta 1931: 9).

²¹ Aussi Calcutta atteignit-elle une position monopolistique qui permit aux Indiens de détenir 95% des métiers à tisser en 1940. (Tulsi Ram Sharma 89).

²² Selon Mr. Dingle Foot, M.P : « India holds all the cards, so that it will be extremely difficult to get agreement. They have the advantage first in regard to wages; secondly in regard to their hours of working; thirdly they hold the raw material; there is an export tax imposed in India on the export of raw material to Dundee », [331, H.C. Deb, 5s, 278]. « Dundee will be faced with the complete extinction of its industry unless [...] something can be done to regulate the expansion, hitherto

les atouts ; mais ce constat se teintait d'une vive amertume car les députés savaient que cette situation était le fruit d'une trahison économique²³ de quelques fils de l'Écosse qui n'avaient pensé qu'à se créer des parts de marché, sans se soucier des désastres induits dans leurs propres pays. Une telle attitude était incompréhensible à une époque où les esprits progressistes avaient cru à la promesse d'une prospérité reposant sur un travail acharné, qu'Adam Smith avait faite dans sa *Richesse des Nations*.

Pourtant, le gouvernement savait défendre les intérêts britanniques face à la concurrence étrangère. En effet, le jute avait fait partie intégrante du Traité Commercial entre la France et l'Angleterre de 1860²⁴, et le gouvernement de l'époque avait obtenu que les toiles de jute ne soient taxées qu'en tant que matières premières, car elles servaient à l'emballage de produits agricoles en vrac. Dundee se réclamant de cette jurisprudence trouvait intolérable l'abandon de l'industrie écossaise par Londres au profit de la production de jute du Bengale, qui n'était qu'une parcelle de l'Empire (Cain & Hopkins, 1993a).

Dundee réclama à plusieurs reprises la mise en place de quotas et de droits de douane pour protéger les marchés britanniques de la concurrence « déloyale » de Calcutta. Beaucoup ne comprenaient

unchecked, of Indian competition » (Board of trade, UK-Indian Trade Negotiation, *Comments on Indian Desiderata*, 15 July 1937).

²³ See William Mclean Watson, the Labour MP for Dunferline Burghs from 1922 to 1931 and from 1935 to 1950 : « Not only was there British capital but there were managers from Dundee, technicians, from Dundee, workers from Dundee, teaching the Indians how to operate these jute machines. That was the beginning of the trouble in Dundee [...] Other British interests with respect to India were so important that Watson had no doubt that before sacrificing those interests, the British government will allow the jute industry to die. [...] Watson [wanted] an international conference and the use [...] of the League of Nations to address the issues of long hours and low wages » (*Speech by Watson*, cols. 258-59, 261-62, 236-34).

²⁴ « It will be for the interests of all the different trades in France and for the interests of French agriculture, as well as for the interests of this country that duties on the importation of jute manufactures should be nominal » (Memorial by Mr William Small, Chairman and Director of Dundee Chamber of Commerce, for Sir John Ogilvy, Bart, MP for Dundee, Dundee, 16 Jan 1860).

pas pourquoi le jute de Calcutta n'était pas taxé en Angleterre, alors que les cotonnades du Lancashire l'étaient en Inde²⁵.

a) L'abandon du jute de Dundee n'a pas sauvé les cotonnades du Lancashire

Les traités commerciaux furent très défavorables au jute écossais : en 1932, le Pacte d'Ottawa offrait déjà un traitement préférentiel à Calcutta face à Dundee, mais celui de 1937 entre l'Inde et la Grande-Bretagne ne mentionna même pas le jute alors qu'il faisait une large part à la production de cotonnades. Les ateliers de Calcutta furent donc aidés, dès 1880, par le gouvernement de Londres qui chercha à consolider les entreprises en Inde et leur passa des commandes considérables dès les années 1880. Le jute et le coton étaient alors les deux piliers de la prospérité du commerce impérial en Inde (Roy : 1933).

Le combat que livrèrent, en vain, les députés écossais dura une quarantaine d'années : ainsi le député conservateur de North Kensington, J.A.L. Duncan²⁶, déplorait que le pays dût souffrir de la concurrence sur les marchés anglais de produits manufacturés fabriqués dans les colonies. De 1895 à 1937, des députés se battirent avec détermination, mais ils durent se résoudre à accepter la dure réalité. Les parlementaires réclamèrent que les intérêts de la métropole soient préservés ; ils se résignèrent à demander, mais en vain, que des droits de douane protègent les productions nationales de ces

²⁵ « Those who come into touch with people in the jute trade are continually being asked why it is that if cotton textile goods to India [from Lancashire] are taxed jute textiles are allowed to come into this country free. [...] Jute manufactured goods are taxed in every other country of the world because of this rush of imports from India, but this country alone has its market flooded with competition that it is impossible to stand up against » (Horsbrugh cols. 2169-70).

²⁶ « Our old conception of the dominions and colonies was that they were mainly raw producers, and that we and other continental countries, were the manufacturing nations. But this is one of the few cases where a dominion product competes with European products [...] it brings the whole question of Asiatic competition with European standards » (*Speech by J.A.L. Duncan*, cols. 285-7).

invasions de toiles à bon marché, puis que des quotas soient mis en place. Le gouvernement resta sourd à leurs suppliques.

Les parlementaires tentèrent d'expliquer aux autorités britanniques que l'abandon des ateliers de Dundee par le gouvernement conduisait à la ruine toute la région : le port de Dundee et les entreprises locales furent profondément déstabilisés par l'anéantissement de leur principale activité économique : 170.000 personnes étaient directement concernées par cette politique, aussi les recettes fiscales locales baissèrent-elles fortement et la classe ouvrière, de productive qu'elle était, devint une charge pour le budget social du pays.

Pour justifier sa politique, le gouvernement fit courir la rumeur qu'il fallait sacrifier le jute au commerce du coton, et donc perdre l'Ecosse pour sauver le Lancashire, face à la concurrence de Bombay. Attiser les antagonismes d'une région à l'autre fit un temps diversion, mais ne résolut pas les difficultés. De plus, comme l'indiqua le député du Lancashire, Sir Nairne Stewart Sandeman²⁷, la production de coton du Lancashire ne fut pas sauvée grâce à la politique de Londres, puisque des quantités toujours plus grandes de cotonnades indiennes entraient en Grande-Bretagne, tandis que les tissus anglais étaient, eux, frappés de droits de douane de 25% à leur arrivée en Inde.

Les règles du libre-échange étaient non seulement contournées en faveur de la colonie indienne dans le domaine du coton, mais des taux prohibitifs frappaient les exportations de fibres de jute de l'Ecosse pour gagner les faveurs politiques des élites indiennes.

En un curieux retour des choses, les entreprises britanniques au Bengale, réunies en consortium (l'IJMA), qui firent des profits colossaux au détriment de l'Ecosse, durent, par la suite, subir la même concurrence déloyale de la part des ateliers Marwaris et connurent alors de graves difficultés commerciales. En effet, les ateliers indiens eurent recours à tous les moyens possibles pour élargir leurs parts de

²⁷ « Since 1922 their export of cotton yarn to India has gone down from 35 million pounds to 8 million pounds [...] caused by the increase [in duties] which India put on » (Sir Nairne Stewart Sandeman: *Parliamentary Debates*, 331 H.C. Deb 5 s, 271).

marché : baisse des salaires, doublement des heures de travail de 54 heures à 108 heures hebdomadaires, guerre des prix, fort accroissement de la production...

Cette fois encore, le gouvernement impérial de l'Inde²⁸ préféra se solidariser avec les intérêts indiens, et déclara en 1922 à l'IJMA que les autorités britanniques n'interviendraient pas pour régler de simples différends commerciaux. En 1935, l'Angleterre importa 71 millions de mètres carrés de toiles de jute, en 1936, ce furent 140 millions, et en 1937, 177 millions, plaيدا ainsi la députée Florence Horsbrugh, en réclamant la taxation des importations venues de Calcutta (*Parliamentary Debates*, 1937-1938 : 251); or ces quantités énormes ne représentaient que 8% de la production indienne mais équivalaient à 34% de la production écossaise. Imposer des droits de douane sur ces marchandises ne pouvait donc guère porter préjudice à Calcutta, mais aurait pu sauver Dundee (253).

b) Le jute de Calcutta, source de financement public

Londres tenait à témoigner à l'Inde sa reconnaissance à cause de son engagement pendant la Première Guerre Mondiale²⁹, et cherchait à éviter de provoquer les indépendantistes en changeant de politique commerciale. D'un côté, Londres souhaitait prouver aux Indiens que leur maintien dans le giron britannique leur assurait une prospérité et des débouchés commerciaux qu'ils n'auraient pas en dehors de l'empire. D'autre part, Londres avançait l'argument politique de la raison d'Etat pour convaincre les Ecossais de la nécessité d'accepter la destruction de leurs entreprises textiles : il fallait favori-

²⁸ « The imperial authorities in Delhi would never intervene simply because of 'mere losses to manufacturers' » (*Simla India Foreign Office to Darjeeling, Government of Bengal, in Stewart*, 22).

²⁹ « The Indian Office representative exposed his opinion against prohibition of imports on the grounds that India had put all her strength behind Great Britain and her allies during the war, and that such an act against her biggest industry would be a peculiar way of repaying India for her services » (*Report of a Deputation to London*, 7 Feb. 1919, *AJSM Minutes*, 1918-28).

ser les intérêts indiens pour pouvoir contrebalancer l'influence des nationalistes qui réclamaient l'indépendance³⁰ !

En outre, les excédents commerciaux dégagés par les tisseurs en Inde permettaient de régler les coûts de l'Armée des Indes et de l'administration coloniale, ainsi que tous les coûts afférents à l'Inde, tels que l'Indian Office à Londres, le remboursement des emprunts publics nécessaires à la création de l'infrastructure économique du sous-continent, les salaires et les retraites des fonctionnaires et des militaires, etc. (Noyce 165). En fait, de 1870 à 1914, l'Inde finança 40% du déficit de la balance de paiements de la Grande-Bretagne par rapport à l'Europe et à l'Amérique du Nord, comme le démontre B. R. Tomlinson (149-56). Le secteur du jute illustre donc parfaitement la thèse, défendue d'abord par Hobson (1902), puis reprise par les historiens P. J. Cain et A. G. Hopkins (1993a ; 1993b), d'un impérialisme de « gentlemen » qui vit en les banquiers, les financiers, les assureurs, et les armateurs les véritables forces organisatrices du commerce impérial, au détriment du budget de l'Etat. En effet, les exportations de l'Inde évoluèrent favorablement en ce qui concerne le jute : si en 1878, l'opium représentait 24,4% du total des exportations, (les céréales 18,3%, le coton 14,8%, les oléagineux 8,7%) et le jute seulement 7%, en 1921 les proportions étaient inversées puisque le jute se hissa à la première place pour atteindre 26,5% du total des exportations.

L'acte final de l'abandon de l'industrie de Dundee fut le Traité d'Ottawa de 1937³¹ où le jute ne fut même pas mentionné. Ce traité permit une entrée massive des toiles de jute indienne sur le marché britannique alors complètement ouvert aux importations de ce type pour stimuler le commerce des dominions. De nouveau les parlemen-

³⁰ « In dismissing the Dundee case the British Chamber of Commerce warned of 'the danger of intermeddling with the interests of the largest population subject to the British crown' [...] 'the policy which inspired the Dundee resolutions was the same policy that lost England the North American colonies' » (S.E.J. Clark, Secretary of the IJMA to C.E. Buckland, Secretary to the Government of Bengal, General Department, Miscellaneous Branch, Calcutta, 28 June 1895, 60-61).

³¹ Le traité indo-britannique du 22 mars 1939 ne mentionna pas non plus le jute, devenu pourtant la première exportation de l'Inde.

taires écossais demandèrent l'instauration de quotas³², mais en vain. En 1933, si le jute était devenu une source indispensable de revenus extérieurs pour Londres, 70% des ateliers étaient désormais indiens (Roy 2).

En outre, le gouvernement de l'Inde prétendit fonder sa diplomatie sur une politique libérale qui encourageait la disparition des entreprises les plus faibles³³. Si la deuxième guerre mondiale accorda un répit aux entreprises écossaises et indiennes, en provoquant de larges commandes pour des toiles de sacs de sable, la cause était entendue. L'opération commerciale de la délocalisation de l'industrie du jute fut donc un succès indien éclatant ; mais quelles en furent les conséquences pour les travailleurs de Dundee et de Calcutta ?

3. La concurrence des salaires les plus bas

L'IJMA souligna qu'en 1895, les prix des marchandises à Calcutta avait baissé en raison de la dévaluation de la roupie d'argent face à la livre sterling. La loi de Gresham³⁴, ou plutôt celle d'Aristophane, se vérifiait : une mauvaise monnaie chasse toujours la bonne, mais les industriels prétendirent y voir le succès de leur monnaie et refusèrent de voir que la monnaie stable avait perdu de sa valeur. De même, le faible niveau des salaires indiens fit-il chuter celui déjà très bas des rémunérations écossaises. Et les Britanniques de la fin du XIX^{ème}

³² « Jute manufactured goods are taxed in every other country of the world because of this rush of imports from India, but this country alone has its markets flooded with competition that it is impossible to stand up against » (*Parliamentary Debates*, 15 July 1936: cols. 2169-70).

³³ « The industry should stabilize itself by cut-throat competition which will eliminate the weaker mills, keep the industry more efficient, keep the price at a fair level and reduce costs of production » (Suhrawardy to J.D. Tyson, Secretary to the Government of Bengal, Darjeeling, 16 Oct 1938, enclosed in Reid to Brahourne, 17 Oct. 1938, in *Reid-Brahourne Correspondence*, MSS-EUR.F 125/38, IOC).

³⁴ « Where legal tender laws exist, bad money drives out good money » (Gresham's Law) : cette loi monétaire trouva sa première expression dans une pièce d'Aristophane : « Les grenouilles » écrite en 405 av J.C. qui compare la mauvaise monnaie de cuivre qui chasse l'or, comme les hommes mauvais chassent les hommes de bien.

siècle découvrirent un processus que les habitants des siècles suivants continuent d'observer : celui de la spirale négative des rémunérations en raison de la concurrence des pays à bas salaires. La loi ricardienne de la concurrence entre les plus pauvres s'étendait désormais à l'ensemble de la planète ; or, les économistes de l'Ecole de Manchester avaient reconnu l'existence des pays pauvres, et s'étaient pourtant gardés d'encourager l'exportation des emplois vers les contrées lointaines. Ils étaient conscients du coût économique et politique qu'aurait représenté une multitude d'hommes désœuvrés et affamés. Dans les années 1890, les salaires représentaient 65% des coûts de production en Ecosse ; or, les ateliers de Dundee qui commençaient à ressentir, sur les marchés internationaux, le poids de leurs concurrents installés à Calcutta, décidèrent de réduire davantage les dépenses dues à la masse salariale pour baisser leurs prix.

a) La loi de Gresham s'applique aux salaires écossais

Les salaires ne cessaient de baisser, sous prétexte de lutter contre la production indienne, alors que les profits se faisaient surtout sur les marchés à termes, ce qui permettait aux spéculateurs d'engager des fonds sur les récoltes encore sur pied et d'engranger ainsi de vastes bénéfices (Das Gupta 264). Une autre source de profits provenait de la baisse continue des salaires, conséquence de la guerre des prix à laquelle se livraient les industriels ; pourtant, les retours sur investissements en Ecosse, dans les années 1880, atteignaient 30 à 40%, ce qui était déjà considérable ; mais à Calcutta, ils s'élevaient à 58% en 1915, 75% en 1916 et 78% en 1918 ! « Vendre le moins cher possible », telle était la politique de chacun des ateliers.

En Ecosse, la main d'œuvre bon marché était constituée essentiellement de femmes et d'enfants irlandais (Gauldie 122). La situation de l'emploi empira tellement qu'en 1905, les autorités religieuses s'émurent du niveau de dégradation de la santé des employées : certaines, en effet, ne pouvaient plus avoir d'enfant car elles souffraient de dénutrition. La main-d'œuvre était composée à 51% de femmes de plus de 20 ans, 22% étaient des jeunes filles de moins de 20 ans et 11% étaient des garçons de moins de 20 ans, les hommes

ne représentant que 16%. Ainsi, Dundee devint-elle une ville habitée surtout par des femmes, car les hommes ne pouvaient y trouver du travail et allaient s'embaucher ailleurs. De plus, les Irlandaises étaient très peu qualifiées ; illettrées et honnêtes, elles dépensaient toute leur énergie à survivre dignement avec leurs enfants. Elles ne pensaient guère à s'unir pour obtenir quelque amélioration de leurs effroyables conditions de travail, ce qui était tout à l'avantage des entreprises qui les exploitaient.

Le travail féminin et des enfants était considéré par tous comme la norme, au point que le Révérend Henry Williamson, Président du Operative Union dans les années 1890 expliqua que le travail des enfants était une bonne chose car ainsi ils n'étaient pas désœuvrés ; il approuvait ainsi les lois sur l'éducation de 1883 et de 1901 qui « autorisaient » un enfant à travailler à mi-temps. Il fonda même la Parent's League en 1904 pour s'opposer aux restrictions portant sur le travail des enfants prévues par le gouvernement anglais (Stewart 70). Mais si les travailleurs écossais survivaient misérablement, il en était de même pour ceux du Bengale.

b) La triste condition de la main d'œuvre indienne

La population ouvrière évolua pourtant. En 1895, les ateliers attiraient les Bengalais, mais ils abandonnèrent rapidement le travail pénible pour devenir des intermédiaires et laissèrent la place à plus pauvre qu'eux : les montagnards du nord³⁵, ceux des régions de Bihar et d'Utar Pradesh, qui quittaient leurs villages pendant une saison, pour retourner à leurs champs au moment de leur récolte (Das Gupta 298).

Les Anglais avaient certes apporté quelques améliorations aux lamentables conditions de vie de ces ouvriers qui se pressaient si nombreux dans leurs ateliers : ils avaient creusé des égouts et des routes, distribuaient les salaires ponctuellement et prêtaient de l'argent à des taux raisonnables. En outre, les renvois sans cause

³⁵ En 1905, les deux tiers étaient des paysans venus du nord (Chakrabarty 102).

valable étaient interdits par le gouvernement (de Haan 25). Cette dernière clause était largement détournée à cause du pouvoir qu'exerçaient les sardars³⁶ sur le recrutement³⁷ des ouvriers. D'après une étude faite en 1929, dans les ateliers britanniques, la main d'œuvre était mélangée : on y comptait 69% d'Hindous (Das Gupta 315), les Madrasis filaient les fibres, les Oryas étaient porteurs tandis que des hommes venus d'Oryssa s'occupaient de faire des balles de toiles de jute ; les 29% de Musulmans s'occupaient du tissage (*W.B.S.A. Com. Dept. Com. Brit.*, April 1930, 19-20). Cette division ethnique et religieuse s'expliquait par la diversité des langues employées et par le rôle des contremaîtres recruteurs qui classaient ainsi les nouveaux arrivants.

Dans le cadre de l'Indian Factory Act en 1890, les ouvriers travaillaient en équipes reparties selon 22 horaires différents, ce qui permettait aux sardars³⁸ de contrôler totalement la main d'œuvre, loin des regards des Britanniques, et de réclamer des pots de vin supplémentaires à ceux qui désiraient travailler dans plusieurs équipes et accroître ainsi leurs maigres gains (Despande 28). L'introduction de l'électricité³⁹, en 1901, permit de faire tourner les ateliers de 5 heures du matin à 8 heures du soir : les tisserands bénéficiaient d'une pause d'une demi-heure pour manger.

Les ouvriers étaient très mal payés : un tiers de moins que les travailleurs de coton, par point de comparaison. Le salaire moyen

³⁶ Les sardars étaient d'anciens ouvriers qui avaient su s'élever dans la hiérarchie et qui servaient d'intermédiaires et d'interprètes aux cadres écossais. Ils étaient donc indispensables au fonctionnement des ateliers.

³⁷ Les ouvriers s'adonnaient à un maître encore plus exigeant : l'opium. Les marchands d'opium sillonnaient donc les ruelles à la recherche de proies consentantes (de Haan 25).

³⁸ Ces ouvriers, qui arrivaient complètement démunis de leurs villages pour gagner quelques sous, devaient s'endetter auprès d'usuriers locaux afin de verser leur dîme à leur futur chef d'équipe. Le taux d'intérêt était fixé entre 72% et 150%, et dans certains cas atteignait 325% ! Les ouvriers indiens vivaient dans l'angoisse perpétuelle des remboursements à assurer régulièrement. En 1940, une loi sur les prêteurs, le *Moneylender's Act*, limita officiellement le taux d'intérêt à 10%, mais elle ne fut pas suivie d'effets. (RCLI, 1931, vol. 5, pt.1, 49).

³⁹ En Ecosse, l'éclairage au gaz rendit les mêmes services.

mensuel entre 1900 et 1939 était de 15,61 roupies, alors que dans le secteur du coton, il s'élevait à 23,71 roupies à Bombay (Morris) et à 23,21 roupies à Ahmedabad (Baghi 126). Ces chiffres convertis en livres sterling montraient que les ouvriers touchaient un salaire annuel moyen de 150 livres et permettaient à leurs employeurs de réaliser un profit de 100 livres annuelles.

Dans la même période, on comptait environ 340 000 ouvriers dans les ateliers. Les profits étaient donc considérables, tandis que la faiblesse des salaires contraignait les ouvriers à vivre dans des taudis insalubres et exigus. Dans les premières décennies, les ouvriers ne bénéficiaient pas d'allocations retraite ni d'aucun accès à l'éducation ; ils étaient formés sur le tas. Progressivement, sous la poussée de groupes de pression anglais, des immeubles d'habitation remplacèrent les cabanes sordides, des jardins furent dessinés pour accroître la ventilation entre les maisons, des écoles furent ouvertes pour les enfants et un accès aux soins fut mis en place à partir des années 1920.

Le Rapport Balfour, en 1931, recensait dans ce secteur un total de 40 556 femmes⁴⁰ : la moitié de ces femmes étaient hindoues des provinces du nord, issues des basses castes et souvent « intouchables », d'autres venaient de Madras, 18% étaient musulmanes et 4% bengalies ; elles travaillaient en général dans les services de couture et d'affinement des fibres. La mortalité des femmes était le double de celle des hommes à cause des problèmes liés à la grossesse, car aucune aide pour cause de maternité ne fut distribuée avant 1939, à l'exception de quelques tentatives, notamment en 1927, à Titigahur. Plus tard en 1939, le Maternity Benefit Act de 1939 alloua des aides à 23 800 femmes sur les 50 000 femmes⁴¹ qui travaillaient dans ce secteur.

⁴⁰ *Report Working Indian Factory Act, 1931*; cette loi eut un effet négatif car les employeurs renvoyèrent très rapidement les femmes.

⁴¹ Les ouvrières étaient rarement mariées, car les traditions leur interdisaient de se rendre là où travaillaient des hommes ; pourtant, la grande majorité d'entre elles, considérées comme des femmes perdues, vivaient avec des hommes qui les abandonnaient à la fin de leurs contrats pour retourner vers leur villages la saison venue. D'autres Indiennes subsistaient en mêlant prostitution et travail sala-

Les enfants, souvent venus d'Andra Pradesh, travaillaient dans les services de filature ; leurs journées de travail étaient de 9 heures ! En 1912, on comptait officiellement 23 000 enfants de moins de 12 ans, ce qui représentait 11,5% de l'ensemble, mais la loi de 1922 interdit le travail à temps plein aux enfants de moins de 12 ans ; celle de 1934 réduisit la journée de travail des enfants de moins de 15 ans à 6 heures, ce qui fit passer le nombre d'enfants engagés dans les ateliers à 34.

4. Grandeur et décadence de l'industrie écossaise du jute au Bengale

Les employeurs, qui n'eurent jamais à affronter une pénurie de main-d'œuvre, ne voyaient pas pourquoi ils auraient dû offrir une politique sociale à leurs ouvriers. De leur côté, les ouvriers ne revendiquaient pas pour obtenir de meilleures conditions de vie, ils ne créèrent pas non plus de mutuelles en cas d'accidents, comme cela existait en Ecosse. Face aux Ecossais et à l'IJMA, les Marwaris se lancèrent dans la bataille en ayant recours à des méthodes de surexploitation (Chakrabarby 119 *et sq.*) afin de vendre moins cher que les maisons dirigées par les Européens. Des mesures pour peser sur l'offre poussèrent les entreprises à geler des métiers à tisser en grand nombre, entre avril 1920 et décembre 1921, provoquant du coup un fort chômage conjoncturel.

Mais en 1923, l'IJMA passa à la journée de huit heures⁴² pour réduire la quantité fort excédentaire de toiles et maintenir les prix. Ce passage à un horaire unique bouleversa les habitudes, contraignit quelques 2 000 ouvriers au départ et priva de ressources considérables les sardars qui, d'ailleurs, tentèrent de s'opposer à cette réforme en fomentant des grèves.

La crise des années 30 fit, elle aussi, baisser fortement l'activité des ateliers qui licencièrent brutalement 60 000 ouvriers. Le plus sou-

rié. Comme toujours, les femmes gagnaient moins que les hommes, mais davantage que les enfants ; de plus, leur présence permettait aux hommes de trouver un certain exutoire à leurs frustrations et contribuait ainsi involontairement à la paix sociale (LCI, Annual Report Factories Act, 1940).

⁴² *The Reliance Jute Mill.*

vent, les grèves⁴³ éclataient en raison de revendications salariales, comme ce fut le cas dans les années 1930⁴⁴, mais certaines étaient surtout des manifestations de révolte contre les abus de pouvoirs commis par les sardars. D'autres encore étaient organisées par les chefs des entreprises indiennes appartenant au groupe des Marwaris pour créer des difficultés chez leurs concurrents britanniques (*W.B.S.A., Home Poll. Confdl. n° 150/1931*), alors qu'ils payaient encore moins leurs propres ouvriers afin d'accroître leurs parts de marchés. Certaines émeutes étaient le fait de conflits ethniques ou religieux⁴⁵, principalement entre musulmans et hindous. Le gouvernement de Calcutta remarqua, à partir de 1934, que des communistes essayaient d'organiser les mouvements syndicaux : le résultat fut la grande grève de 1937⁴⁶ qui rassembla 77% de la main d'œuvre (Das Gupta 45), mais très vite les ouvriers abandonnèrent ces mouvements qui ne correspondaient pas à leurs traditions. En fait, sitôt l'argent du syndicat dépensé, ils retournèrent à leurs ateliers.

a) L'IJMA face aux Marwaris

Les Marwaris, hommes d'affaires et orfèvres, qui n'étaient pas originaires du Bengale mais du Rajasthan, faisaient travailler les pay-

⁴³ « Between 1921 and 30 June 1929, there were 201 recorded strikes in the jute industry » (Chakrabarty 118).

⁴⁴ D'après Sir Edward Benthall : « the best paid labour struck as easily as the well well paid » (*C.S.A.S., BP. Box 7, diary for 1929-1933, 10 Sept 1929*). Sir Edward Benthall était associé de la Bird and Co. qui contrôlait 11 ateliers, il était également banquier et avait servi dans le conseil d'administration de la Imperial Bank of India dans les années 1920 et dans celui de la Reserve Bank of India dans les années 1930 (Stewart 7).

⁴⁵ Zaman, chef des musulmans, refusait que les *dallas* mettent le pied à Champdany et encourageait ses partisans dans ce sens (*W.B.S.A., Home Poll. Confdl n°136/1937*).

⁴⁶ 1937 fut l'année d'une guerre commerciale accrue entre les ateliers de l'IJMA et les entreprises des Marwaris ; les Britanniques décidèrent de produire de grandes quantités de toiles de jute pour inonder le marché et faire chuter les prix ; les Marwaris augmentèrent, eux aussi, leur production, les salaires chutèrent partout à cause de la baisse des bénéfices qu'entraînait la surproduction et des grèves massives furent déclenchées en raison de revendications salariales.

sans au moins aussi durement que les Anglais. Les tenanciers devaient en plus leur payer des pots de vin pour écouler leurs récoltes, ou s'endetter pour payer les semences⁴⁷... Ainsi, la récolte était très souvent hypothéquée sur pied, mettant le paysan à la merci de mauvaises conditions climatiques ou commerciales.

Cette situation financière désastreuse se constatait aussi parmi les ouvriers qui, eux aussi, étaient pris dans l'engrenage des pots de vin et des dettes ; pourtant, il se trouvait toujours de plus pauvres qu'eux qui accouraient vers les ateliers pour tenter d'y trouver un emploi. L'IJMA pouvait donc arguer que les conditions faites aux Indiens dans les ateliers étaient bien meilleures qu'ailleurs, et représentaient un sort enviable aux yeux des déshérités.

Au début, les entreprises ne furent pas établies sur un mode ethnique (Goswani 179) puisque les Indiens commencèrent à travailler pour les Britanniques et, peu à peu, prirent le contrôle de la plupart de leurs compagnies. Si les Britanniques avaient apporté leurs savoir-faire et leurs connections financières et commerciales, les Indiens avaient fourni leurs propres réseaux financiers et bancaires (*Cambridge Economic History of India*) et leurs connaissances de l'agriculture familiale du jute. En fait, ces deux groupes d'industriels n'étaient pas clairement définis et des alliances ponctuelles d'intérêt réunissaient maintes entreprises sans tenir compte des clivages ethniques et culturels ; néanmoins l'observateur constatait peu à peu l'éviction des Ecossais au bénéfice des Indiens qui pratiquèrent une surproduction en plein désaccord avec la politique de l'IJMA qui, elle, cherchait à maintenir les cours en réduisant le temps de travail dans les ateliers du consortium. Si en 1914, 97% des postes d'administrateurs étaient occupés par des Britanniques, en 1930, dans 59% des conseils d'administration des entreprises de l'IJMA siégeait au moins un Marwari (Goswani 179).

Imitant les directives initiales des entreprises dirigées par les Britanniques, qui avaient augmenté démesurément les capacités de

⁴⁷ En outre ils empruntaient pour les cérémonies de mariage (Goswani).

production d'ateliers⁴⁸ pour lutter contre Dundee, les Marwaris ne cessèrent d'augmenter le nombre des métiers à tisser, y compris lors des retournements de conjoncture, afin de concurrencer leurs rivaux. Puisque les ateliers de l'IJMA tournaient 40 heures par semaine et n'avaient qu'une seule équipe, les Marwaris faisaient travailler leurs ateliers pendant 81 heures par semaine, tandis que les ouvriers pouvaient participer à plusieurs équipes sous le contrôle de leurs contremaîtres indiens. Une surproduction chronique s'ensuivit qui affecta toutes les entreprises, et bien sûr le niveau des rémunérations des ouvriers⁴⁹.

Le 10 novembre 1884, un consortium, *The Indian Jute Manufacturers Association*, fut créé afin de peser sur les cours du marché en modulant la production. Les remarquables succès financiers des fabricants durèrent plusieurs décennies et les confortèrent dans la justesse de leurs points de vue. Ils étaient devenus immensément riches, tout comme leurs actionnaires, en obéissant à une seule devise : « Toujours moins cher ». Fiers de leur réussite commerciale, ces industriels écossais, limitèrent donc leurs actions à des politiques de prix de vente, à des directives de durée de temps de travail, et à des réductions salariales, dans le but de maximiser les bénéfices⁵⁰. De 1884 à 1947, apparurent 42 accords différents sur la durée du temps de travail, témoignant de l'ajustement incessant au marché de l'IJMA qui ne faisait jouer que ce paramètre⁵¹. Ces réductions

⁴⁸ De 1879 à 1917 la capacité de tissage avait augmenté de 500% alors que le volume des exportations n'avait fait que doubler. « In 1917, Sir Alexander Murray, chairman of the IJMA said: 'the latest returns show that 39,000 looms and 812,421 spindles at work in India giving employment to 254,000 hands.' Besides the export of gunny bags had increased over 500% and that of gunny cloth by an unbelievable 22,000% » (Chakrabarty 34).

⁴⁹ « The reaction of IJMA, in 1929, to the news of competition was to adopt the policy of increasing production in order to 'kill' the rivals through a glut in the market » (Chakrabarty 45).

⁵⁰ « Jute [was] only grown and harvested in Bengal and 60% of it [was] manufactured (in 1930) within a radius of 30 miles » (IJMA, *Report 1930*, Calcutta: 1931, 5).

⁵¹ Government of India, 1955, *Jute Inquiry Commission, 1954*, Delhi, 242-43.

d'horaires conduisaient à des réductions salariales, car les ouvriers n'étaient payés que pour les heures travaillées.

Pourtant, l'IJMA ne sut pas faire face aux évolutions du marché à partir des années 1920. Après les déconvenues de la crise de 1929, une seconde embellie commerciale renforça l'attrait du jute auprès des investisseurs dès 1935. Cette année-là, la production du jute augmenta de 60% par rapport aux années d'avant-guerre, et le nombre des ateliers de tissage augmenta de 90% ⁵².

Les Marwaris fondèrent leur propre association, en 1926, The Federation of Indian Chambers of Commerce and Industry, puis l'année suivante The East India Jute Association pour contrebalancer le pouvoir (Kay 306-09), pourtant déclinant, de l'IJMA. La concurrence des ateliers marwaris qui ne respectaient pas les règles de l'IJMA et qui produisaient à des coûts toujours plus bas, en exploitant toujours plus les ouvriers indiens, affaiblit considérablement les fabricants britanniques durant ces crises, mais tous souffrirent d'excédents considérables.

b) Les difficultés industrielles de l'IJMA

Le jute souffrit à plusieurs reprises de la baisse de la demande, en particulier lors des crises financières des années 1920 et des années 1930 ; mais l'apparition de produits de substitution et l'usage de nouvelles méthodes de transport réduiront beaucoup la demande (Brooks). La recherche allemande, dès 1917, se lança sur la piste des fibres synthétiques ; l'Allemagne fut imitée par les autres grands pays industrialisés : très vite, des sacs seront fabriqués à partir du coton, pour transporter le coton ou d'autres produits agricoles, ou seront en papier pour le ciment... En outre, de nouvelles méthodes de transports en vrac permettront aux céréaliers de ne plus recourir aux sacs. Dans ce contexte, l'IJMA ne sut s'adapter à la nouvelle donne se contentant de baisser encore davantage les prix, donc les salaires des ouvriers et des cultivateurs, sans chercher à diversifier son offre.

⁵² CSAS, B.P. Box X « Memorandum Relating to the Question of Controlling the Output of Manufactured Jute in Bengal », 1935 (Chakrabarty 63).

En effet, l'industrie du jute ne produisait que quatre sortes de tissus, plus ou moins grossiers et donc fortement résistants, aptes aux transports de denrées. Elle aurait pu innover et trouver des réponses techniques et scientifiques à des problèmes qu'une nouvelle politique des prix ne pouvait résoudre⁵³.

Plus extraordinaires encore que cette incompréhension de la réalité industrielle sont les graves manquements de la politique commerciale de l'IJMA, car jusqu'en 1934, elle n'avait organisé aucun suivi de sa clientèle. La demande était si forte que les fabricants ne faisaient aucun effort de démarchage auprès des clients potentiels (Brooks 539). Ils ne se souciaient guère d'adapter leur production à la demande, se contentant de mettre sur le marché de grosses quantités de produits d'emballage bas de gamme et à bas prix.

L'évolution spectaculaire du marché qui se tourna vers des solutions de rechange après la deuxième guerre mondiale et l'indépendance de l'Inde, survenue en 1947, porteront un coup fatal au consortium écossais.

De leur côté, les Marwaris se contentèrent d'imiter les Britanniques et malgré les retournements de tendance, de produire toujours plus de toiles. Les entreprises marwaries ne suivirent donc pas les restrictions de volume préconisées par l'IJMA, et les ouvriers devaient assurer plusieurs rotations horaires afin de gagner quelques sous supplémentaires. Naturellement, un tel aveuglement augmenta la surproduction des ateliers des Marwaris et ne parvint qu'à faire chuter davantage le cours du jute et donc les salaires de leurs ouvriers, selon une règle bien connue. En dépit de leurs premiers succès commerciaux, les Marwaris s'engageaient eux aussi dans une inexorable spirale négative et démontrèrent qu'ils n'avaient pas mieux compris les évolutions à moyen-terme du marché.

⁵³ « The jute mills of Bengal were not built to satisfy any economic conditions, they were built to pay dividends to their owners [...] and no bogey of foreign competition will make us renounce our faith » (*Report 1930, 98*).

Conclusion

La politique de soutien au développement local de l'Inde nécessaire pour apaiser les Indiens nationalistes valait la peine, en jugea à tort le gouvernement anglais, de sacrifier les intérêts de sujets britanniques qui, eux, ne présentaient aucun danger politique de sécession. Le gouvernement pensait aussi tirer un avantage financier immédiat grâce aux taxes payées par les compagnies de transport maritime⁵⁴ qui acheminaient les toiles de jute, mais, il avait négligé le fait que les empires ne sont pas éternels, malgré les relectures contemporaines des causes du déclin de l'empire romain. La délocalisation de l'industrie du jute ne servit donc pas les intérêts diplomatiques britanniques, puisqu'elle n'empêcha pas l'indépendance de l'Inde. Elle ne créa pas les retombées commerciales à long terme attendues en Grande-Bretagne, une fois l'obligation du commerce triangulaire maritime supprimée, et elle fut à la base d'un chômage structurel que rien ne put endiguer.

De plus, l'indépendance de l'Inde et la création du Pakistan, en 1947, provoquèrent une rupture fondamentale dans le marché du jute car les plaines de production de la plante furent attribuées au Pakistan, tandis que la région de Calcutta avec ses ateliers de tissage restèrent en Inde ; ceci amena une crise sans précédent dans ce secteur en Inde, tandis que les produits d'emballage de substitution comme le coton, le papier et, plus tard, le plastique et les nouvelles méthodes de transport portèrent un coup fatal à une industrie autrefois florissante.

Joëlle Harel ⁵⁵

⁵⁴ Le gouvernement voulait aussi défendre sa politique en faveur de la clause des pays les plus favorisés (The Parliamentary Secretary to the Board of Trade, Captain Evan Wallace. 331, H.C. Deb 5s, 299).

⁵⁵ Joëlle Harel, Université Paris XII-Val de Marne, France.

BIBLIOGRAPHIE

- Ahmed, Rakibuddin, *The Progress of the Jute Industry and Trade, 1855-1966*, Dacca, 1966.
- Baghi, Amya, Kuman, 1972, *Private Investment in India, 1900-1939*, New Delhi: Orient Longman, 1989.
- Bose, Sanar, "Industrial Unrest and Growth of Labour Union in Bengal, 1920-24" in *Economic and Political Weekly*, Special Number, Nov. 1984, 1839-48.
- Breman, J.C., *Labour, Migration and Rural Transformation in Colonial Asia, Comparative Asian Studies*, Amsterdam: Free University Press, 1980.
- , *Of Peasants, Migrants and Paupers; Rural labour Circulation and Capitalist Production in West India*, Oxford: Oxford University Press, 1985.
- Brooks, R.W., "Bengal and its Jute Industry", in *Asian Review*, vol. 30, n° 103, July 1934, 532-540.
- Cain, P. J., & Hopkins, A. G., *British Imperialism. Innovation and Expansion 1688-1914 and British Imperialism*, Londres & New York: Longman, 1993a.
- Cain P., J. & Hopkins, A. G., *Crisis and Deconstruction 1914-1990*, Londres & New York: Longman, 1993b.
- Chapman, Dennis, "The Establishment of the Jute Industry: A Problem in Location Theory", in *Review of Economic Studies*, vol. 6, n° 1, Oct. 1938.
- Chattopadhyay, K.,P., *A Socio-economic Survey of Jute Labour*, Calcutta: Calcutta University, Department of Social Work, 1952.
- Chakrabarty, Dispeh, *Rethinking Working Class History, Bengal 1890-1940*, Delhi: Oxford University Press, 1989.
- Clark, Graham, W., A., *The Linen, Jute and Hemp Industries, in the United Kingdom with Notes on the Growing and Manufacturing of Jute in India*, Washington, D.C., US Department of Commerce, Bureau of Foreign and Domestic Commerce, 1913.
- Das Gupta, Ranajit, "Factory Labour in Eastern India, Sources of Supply, 1885-1976, Some Preliminary Findings", in *Indian economic and Social History Review*, 13, 3, 1976.
- , "Structure of the Labour Markets in Colonial India", in *Economic and Political Weekly*, Nov., 1981, special Number, 1781-1806.

- , *Migrant Workers, Rural Connexions and Capitalism. The Calcutta Jute industrial Labour, 1890's to 1940's*, Calcutta, Institute of Management, 1987.
- De Haan, Arjan, *Unsettled Settlers, migrant Workers and industrial Capitalism in Calcutta*, Larensewes Hiversum: Veroren Publishers, 1994.
- Despande, S. R., *Report on an Inquiry into Conditions of Labour in the Jute Industry in India*, Delhi, 1946.
- Fernandes, Leela, *Producing Workers. The Politics of Gender Class and Culture in the Calcutta Mills*, Philadelphia: University of Pennsylvania Press, 1997.
- Goswami, Omkar, *Industry, Trade and Peasant Society, the Jute Economy of Eastern India, 1940-47*, Delhi: Oxford University Press, 1991.
- Greenough, Paul, R., *Prosperity and Misery in Modern Bengal, The Famine of 1943-1944*, New York & Oxford: Oxford University Press, 1982.
- Grierson, George, A., *Notes on the District of Gaya*, Calcutta: Bengal Secretariat Press, 1893.
- Haraprasad, C., *Internal Migration in India, A case Study of Bengal*, Calcutta, 1817.
- Hobson, John Atkinson, (1902, rev. 1905), *Imperialism, A Study*, London: Allen & Unwin, 1975.
- Horsbrugh, Florence, *Parliamentary Debates*, 5th series, vol. 314, House of Commons, session 1935-36, London, 1936.
- Jones, Staphanie, *Merchants of the Raj, British Managing Agency Houses in Calcutta, Yesterday and Today*, Londres: MacMillan, 1982.
- Johnston, Thomas, (MP) & Sime John, F., *Exploitation in India, Full Text with Photographs of the Report of the Deputation Sent to India by the Joint Committee of Dundee Jute Trade Unions to Enquire into the Conditions of the Jute Workers in India*, Dundee, Nethergate: the Dundee Jute and Flax Workers's Union, 1926.
- Johnston, Thomas, *Questions by Tom Johnston*, Parliamentary Debates, 5th series, vol. 326, July 1937.
- Kay, Rajat K., *Industrialization in India: Growth and Conflict in the Private Corporate Sector, 1914-1947*, New Delhi, 1947.
- Leng, John, Sir, (MP) *Letters from India and Ceylon, including, The Manchester of India, The Indian Dundee, and The Calcutta Jute Mills*, Dundee, 1896.
- Lennan, Bruce; Lythe, Charlotte; & Gauldie, Enid, *Dundee and its Textile Industry*, Dundee, 1909.

- Malthus, Thomas, (1798), *An Essay on the Principle of Population*, London: Penguin, 1985.
- McCulloch, .R. ed., *The Works of David Ricardo*, London: John Murray, 1881.
- Mukherjee, Radhakamal, *Industrial Workers in a developing Society, a Social Study*, Delhi: Mittal Publications, 1985.
- Morris, M., P., *The Emergence of an Industrial Labour Force in India. A study of the Bombay Cotton Mills, 1854-1947*, Berkeley & Los Angeles: University of California Press, 1965.
- Morris, M., P., "The Growth of large scale Industry to 1947", in *The Cambridge Economic History of India*, vol. 2, Cambridge: Cambridge University Press, 553-676.
- Noyce, Francis (Sir), "Indian Economic Development", in *Imperial and Asiatic Quaterly Review*, vol. 34, Jan-Oct. 1938.
- Roy, K.C., *Jute Future Markets in Calcutta*, Calcutta: Commercial Library, 1933.
- Sen, Sanista, *Women Workers in the Bengal Jute Industry, 1890-1940, Migration, Motherhood and Militancy*, Ph.D., Cambridge: University of Cambridge, 1992.
- Smith, Adam, (1776), *The Wealth of Nations*, Book IV, London: Penguin, 1999.
- Stewart, Gordon, T., *Jute and Empire, the Calcutta Jute Wallahs and the Landscapes of Empire*, Manchester: Manchester University Press, 1998.
- Timberg, Th., *Marwaris, From Traders to Industrialists*, New Delhi, 1978.
- Tomlinson, B. R. "Foreign private investment in India 1920-1950" in *Modern Asia Studies*, vol. 12 , 1931, p 149-56.
- Tulsi Ram Sharma, *Location of Industries in India*, Bombay, 1954.
- Agricultural Gazette of New South Wales*, vol. 25, pt 7, 2 July 1914, 578-79.
- Parliamentary Debates*, Fifth series, vol. 326, London: House of Commons, Official Report, 1937.
- Parliamentary Debates*, Fifth series, vol. 331, London: House of Commons, 1937-1938.
- Parliamentary Debates*, Fifth series, vol. 345, London: House of Commons, 1938-1939.
-